

L'ÉDITO

Jurek Kuczkiewicz

ITALIE : MENACE SUR L'EUROPE

Le gouvernement italien vient de menacer de stopper sa contribution au budget de l'Union européenne si les autres Etats membres n'acceptent pas sur-le-champ de prendre en charge 150 migrants sauvés en Méditerranée par ses propres gardes-côtes, mais que Rome refuse de laisser débarquer sur son sol. La mise en équation de ce double chantage sur la vie de 150 misérables et sur le financement des politiques de l'Union (dont les constructions d'infrastructures routières et l'accueil

de migrants) laisse incrédule tellement elle dépasse le niveau de l'abjection.

Il y aurait beaucoup d'arguments rationnels à opposer à cette menace, d'une gravité inédite, que l'Italie brandit face à ses 27 partenaires européens. D'abord, le paiement régulier des factures de l'UE constitue tout simplement une obligation légale. Par ailleurs, faire défaut à cette obligation causerait peut-être du désagrément à l'UE, c'est-à-dire aux autres Etats membres, mais cela causerait un tort énorme à tous les acteurs privés ou publics italiens dont les projets sont financés ou cofinancés par l'UE, et dès lors aux citoyens italiens eux-mêmes. Enfin, le manquement de l'Italie à honorer ces obligations constituerait bel et bien un défaut, au sens juridico-financier. Cela ferait fuir les opérateurs financiers - les ventes d'obligations italiennes ont déjà commencé - et laisserait rapidement ce pays isolé face à sa dette colossale, détenue en

grande partie par ses propres banques, dont beaucoup sont déjà percluses de crédits pourris. L'effondrement financier de l'Italie pourrait être immédiat. Et qui devrait venir en aide à l'Italie ? Prioritairement les partenaires européens que Rome menace de plus en plus agressivement...

Le chantage italien laisse incrédule tant il dépasse le niveau de l'abjection

Tous ces arguments n'atteignent cependant aucunement les nouveaux maîtres de l'Italie, dont les préoccupations et les motivations se situent complètement ailleurs. Il vaut la peine de remarquer que la menace sur le budget européen a été lancée par Luigi Di Maio, patron du Mouvement 5 Etoiles, partenaire numériquement plus important de la coalition italienne, mais qui depuis l'installation de ce gouvernement a été totalement éclipsé par Matteo Salvini, le patron de la

Ligue qui caracole désormais en tête des sondages. Ces deux-là sont lancés dans une rivalité effrénée au soutien populaire où chaque défi, chaque problème, n'est pas examiné sous l'angle de sa solution, mais sous celui de son exploitation électorale.

Mais les deux partis entrent aussi dans une phase extrêmement périlleuse où leur affrontement sera inévitable : la confection du budget. Un budget où la réalisation de leurs promesses électorales, parfois totalement contradictoires - comme l'impôt linéaire et le revenu citoyen universel -, sera impossible à financer. Ce budget amènera aussi ce gouvernement antisystème à s'opposer frontalement à la Commission européenne et aux autres Etats membres car tout indique qu'il ne respectera pas les règles communes de discipline budgétaire. User de tout sujet - l'écroulement d'un pont, le débarquement d'un bateau chargé de naufragés - pour monter de plus en plus

durement leurs électorats contre l'Union européenne, équivaut aussi à façonner le profil du bouc émissaire parfait lorsqu'il s'agira d'expliquer pourquoi ils n'ont pas pu mettre en œuvre leurs promesses irréalistes. Les migrants peuvent croupir sur un pont de bateau, d'autres mourir en mer, l'Italie risquer de s'effondrer financièrement comme s'est écroulé le pont de Gênes, la zone euro peut être entraînée dans le même gouffre, une seule chose importe : flatter l'électeur et remporter la prochaine élection. Après nous le déluge ? Le problème, pour l'Italie comme pour l'Europe, c'est que ce déluge est tout à fait possible.